



réunion “géographie revisitée” du 11 juin 2019

Le Directeur nous a (enfin) présenté ce jour sa “géographie revisitée” pour l'Hérault en nous indiquant que “tout le monde sera concerné” et que c'était “une chance” d'avoir une visibilité à plus long terme qu'avec l'ASR... Il n'a toutefois pas détaillé le calendrier de réalisation des restructurations mais a précisé que les premières opérations auraient lieu dès le 1er janvier 2020.

Voici son projet :

-5 SIP (entre 30 et 60 agents) au lieu de 8 SIP et 3 SIPE :

*1 à Montpellier La Paillade (1 et 2)

*1 à Lunel (Mtp SE)

*1 à Sète (Pézenas)

*1 à Béziers (St Pons)

*1 à Lodève (Mtp NO et Bédarieux)

3 “antennes” prévues, essentiellement pour la mission accueil : Millénaire (10 agents), Pézenas et St Pons

-4 SIE (entre 30 et 50 agents) au lieu de 6 SIE et 3 SIPE :

*1 à Lunel (Mtp SE, Mtp 1 sans la ville de Montpellier)

*1 à Pézenas (Lodève, Bédarieux et Sète)

*1 à Montpellier (Mtp 1 avec ville de Montpellier et Mtp 2)

*1 à Béziers

1 “antenne” possible au Millénaire

-6 Services de Gestion Comptable (15 à 30 agents) avec fermeture de toutes les trésoreries (17) :

*1 à Montpellier

*1 à Béziers

*1 à Sète

*1 à St Pons

*1 à Clermont l'Hérault

*1 à St Mathieu de Treviers

absence de projets immobiliers et de discussions avec les élus pour Clermont et St Mathieu...

autres changements ou maintiens prévus :

*fermeture de Chaptal d'ici 2022 (fin du bail) : le contrôle fiscal irait au Millénaire ? Le CDIF à La Paillade. La DAJ, le PNSR et les brigades d'évaluation domaniale à Montmorency. Le SPF à Juvignac ? (absence de projet immobilier et de discussions avec le maire à ce jour)

*maintien de la Paierie départementale (Alco)

*maintien de la trésorerie Amendes (Millénaire)

*maintien des 2 trésors hospitalières (Montpellier et Béziers)

*maintien du CPS à Antigone

*une annonce énigmatique : 14 postes de SPF, 4 de SIE et 1 du PCRFP seraient implantés hors département et effectueraient du travail à distance pour le 34...

Une grande inconnue, essentielle, le volume des suppressions d'emplois à venir que le Directeur prétend ne pas connaître...

Pour Solidaires Finances Publiques, c'est le retrait pur et simple de ce plan de destruction qui doit s'imposer et il n'est pas question de "négocier le poids des chaînes" et d'accompagner notre disparition.

Nous viendrons à votre rencontre dès le 20 juin, en intersyndicale (avec la CGT et FO), afin de construire ensemble la riposte au projet funeste de la direction.

Vous pouvez également nous contacter par mail

(solidairesfinancespubliques.ddfip34@dgfip.finances.gouv.fr) ou par téléphone (06 98 92 31 85)